

**CORE VALUES: *INTEGRITY, PROFESSIONALISM, RESPECT FOR DIVERSITY***

**Terms of Reference**

|  |  |
| --- | --- |
| Agence : | **Bureau régional de l'ONUDC pour l'Afrique de l'Ouest et du Centre**  |
| Titre:  | 2 Contractants nationaux– expert en recherche |
| Lieu d ’affectation : | À domicile avec des missions à la frontière entre le Gabon/Cameroun et entre le Cameroun/Tchad |
| Durée du contrat : | 24 mai –25 juillet 2021 (45 jours ouvrables) |
| Clôture des candidatures : | **21 mai 2021 à 15h (GMT)**  |
| Date de début estimée :  | **24 mai 2021** |

**CONTEXTE**

Au cours des deux dernières décennies, en raison de crises et de conflits récurrents liés au sous-développement, la région d'Afrique centrale a été confrontée à une vulnérabilité et une fragilité sécuritaires croissantes, en particulier à ses frontières. Cet environnement propice à faciliter la prolifération de la criminalité transnationale organisée, de groupes armés et/ou de groupes terroristes, qui se livrent à des activités illicites telles que le trafic d'espèces sauvages et de ressources naturelles, la traite d'êtres humains, d'armes à feu et/ou de drogues.

Cette insécurité transfrontalière en Afrique centrale touche principalement les jeunes en tant que victimes et acteurs. En effet, dans la sous-région, les taux de fécondité sont parmi les plus élevés au monde et le taux d'accroissement naturel de la population est constant depuis plus de vingt ans ; en conséquence, dans la plupart des pays d'Afrique centrale, la population est extrêmement jeune, l'âge médian ne dépassant pas les 18 ans.

Avec une frontière de 1 094 km entre le Cameroun et le Tchad et une frontière de 295 km entre le Cameroun et le Gabon, les zones transfrontalières de ces trois pays se caractérisent d'abord par leur sous-développement dû à la faible présence, voire à l'absence, de l'État et de l'État de droit, mais aussi par le manque d'infrastructures et de services sociaux de base.

À cela s'ajoute l'insécurité générée par les groupes armés et terroristes tels que Boko Haram. Du fait de cette présence, le Tchad, pays totalement enclavé, est privé, entre autres, de l'accès aux ports de Douala (Cameroun) et d'Harcourt (Nigéria) dont dépend son économie.

L'arrivée de Boko Haram dans les régions transfrontalières du Tchad et du Cameroun a également entraîné de nombreux trafics transfrontaliers (drogues et armes), ainsi que d'autres formes de criminalité (enlèvements avec demande de rançon et traite des personnes).

Au Cameroun-Gabon, notamment dans l'extrême nord-ouest, où se trouve le marché transfrontalier de Kye-Ossi, au nord de Bitam (Gabon), se pratique le trafic de drogue et de stupéfiants. Le banditisme y ressemble à une criminalité urbaine, caractérisée par des vols à main armée, l'échange de biens et d'articles contrefaits entre les habitants des villes frontalières des deux pays, ainsi que de munitions d'armes à feu, particulièrement prisées par les braconniers.

Au nord-est de la frontière entre ces deux pays, occupé par le grand massif forestier qui abrite le parc de Minkébé, l'insécurité est davantage due à la criminalité environnementale qui sévit dans ce parc, également situé sur une partie de la frontière orientale du Gabon avec le Congo. Zone protégée de 7 567 km², le parc national de Minkébé abrite une riche biodiversité animale, dont une importante population d'éléphants, estimée entre 17 000 et 26 800 individus (WCS 2005). Ce potentiel faunique et minier expose le parc national de Minkébé à de nombreuses activités illégales telles que l'extraction illégale d'or ou l'exploitation illégale de bois, mais aussi le braconnage des éléphants.

Parce qu'elles sont négligées et oubliées en termes de développement, les régions transfrontalières de ces trois pays offrent peu d'opportunités socio-économiques aux jeunes. Ils sont donc plus exposés à l'exploitation des groupes armés et des terroristes, mais aussi aux organisations criminelles organisées qui sont actives dans ces régions.

L'UNESCO et l’ONUDC, à travers son Programme mondial de lutte contre la criminalité liée aux espèces sauvages et aux forêts, comprenant les risques auxquels les jeunes sont exposés dans ces zones frontalières et convaincus que ces mêmes jeunes représentent les agents potentiels du changement qui peuvent contribuer à la construction et à la consolidation de la paix, de la sécurité et du développement, mettent en œuvre un projet commun dont l'objectif est de créer un réseau de 1800 jeunes "Tisserands de la paix" pour en faire des acteurs actifs de la consolidation de la paix dans les régions transfrontalières des trois pays et de la prévention de l'instabilité liée, notamment, au trafic illicite de la faune et des ressources naturelles, entre autres formes de trafic.

L'Office des Nations unies contre la drogue et le crime (ONUDC) est le leader mondial de la lutte contre la drogue et le crime organisé dans le cadre de la Convention des Nations unies contre la criminalité transnationale organisée (UNTOC) et de la Convention des Nations unies contre la corruption (UNCAC).

À cette fin, l’ONUDC, par le biais de son Programme mondial de lutte contre la criminalité liée aux espèces sauvages et aux forêts, a un rôle important à jouer dans le renforcement des capacités des gouvernements à enquêter, poursuivre et juger les crimes contre les ressources naturelles. Le programme a été lancé en mai 2014 et repose sur le principe de l'adhésion aux principes et obligations de l’UNTOC et de l’UNCAC. À travers ce programme, l’ONUDC répond aux nombreux liens entre la criminalité organisée et le trafic illicite de ressources naturelles, en coordonnant une série d'activités visant à renforcer les cadres législatifs et la coopération judiciaire, à améliorer la mise en œuvre du droit national, les capacités d'enquête, les capacités de poursuite, ainsi qu'à améliorer la coopération interinstitutionnelle et transfrontalière.

**RESUME DES FONCTIONS DU POSTE**

Dans le cadre de la mise en œuvre du projet "Tisserands de la paix", l’ONUDC recrute un contractant expert de recherche pour réaliser une étude sur les dynamiques et les acteurs impliqués, y compris les jeunes, dans les trafics illicites transfrontaliers de faune, de ressources naturelles (minéraux et bois), de drogues, d'armes et de personnes.

Ce recrutement s'inscrit dans le cadre de la mise en œuvre du projet conjoint UNESCO-ONUDC "Les jeunes, tisserands de la paix dans les régions transfrontalières du Gabon, du Cameroun et du Tchad", financé par le Fonds des Nations unies pour la consolidation de la paix.

L'objectif de cette étude est de mieux comprendre les vulnérabilités des pays concernés par la criminalité transnationale organisée, l'implication des jeunes dans les activités illicites et leur éventuelle participation à des groupes armés ou terroristes et à des réseaux criminels, afin de disposer de données qui permettront aux autorités nationales chargées de l'application des lois de mieux lutter contre la criminalité transnationale organisée.

Sous la supervision du coordinateur régional pour l'Afrique centrale du Programme de lutte contre la criminalité liée aux espèces sauvages et aux forêts de l'ONUDC, l'expert mènera une étude sur l'implication des jeunes dans les activités illicites et leur éventuelle participation à des groupes armés ou terroristes et à des réseaux criminels. Cette étude sera présentée aux autorités nationales et au bailleur de fonds.

La mission d'experts participera également à l'organisation de réunions dans le pays avec les principales parties prenantes, ainsi que de réunions nationales ou régionales organisées par d'autres partenaires techniques, à la préparation d'outils de recherche, à la collecte et l'analyse des données.

La recherche fait partie d'une étude plus large menée par l'UNESCO et l’ONUDC. À cette fin, le contractant collaborera étroitement avec l'UNESCO et coordonnera la recherche avec le personnel de l'UNESCO impliqué dans la mise en œuvre du projet.

1. **Tâches spécifiques à accomplir par le contractant**

Le contractant doit réaliser les activités suivantes en étroite collaboration avec les autres personnels impliqués dans la mise en œuvre du projet :

* S'engager auprès des autorités gouvernementales compétentes du Cameroun, du Gabon et du Tchad, afin d'assurer l'appropriation et l'adhésion des pays d'Afrique centrale à la recherche proposée, de manière à obtenir l'accès aux statistiques officielles et aux informations pertinentes des ministères compétents, ainsi qu'aux réponses en matière d'application de la loi/de justice pénale ;
* Recueillir des informations sur l'étendue, la nature et la dynamique de la criminalité transnationale organisée dans les zones frontalières et les liens entre les jeunes et les communautés frontalières avec des groupes armés, rebelles et/ou terroristes ou tout autre groupe impliqué dans la criminalité transnationale organisée ;
* Procéder à la validation et à l'assurance de la qualité des données recueillies au cours de la recherche ;
* S'assurer que les questions de genre sont intégrées dans l'étude ;
* Effectuer de manière indépendante des recherches sur le trafic d'espèces sauvages et de ressources naturelles dans les zones susmentionnées, en suivant les orientations fournies par l'ONUDC et les indicateurs contenus dans la méthodologie de l'ICCWC, et résumer les résultats dans un rapport synthétique ;
* Détailler les informations recueillies au cours de son étude dans un rapport synthétique ;
* Les zones ciblées par cette consultation sont les zones limitrophes du Gabon (Woleu-Ntem, (Parc de Minkébé - Tri-national de Dja-Odzala-Minkébé, TRIDOM) ; Cameroun (régions du Nord - Parc de Waza, et le Parc National de Bouba Ndjidda-, la région de l'Adamaoua - Parc National de la Vallée de Mbéré- et la région du Sud du TRIDOM) ; Tchad (les Provinces du Mayo-Kebbi Ouest - zone de réserve de faune de Binder Léré), la Province du Mayo-Kebbi Est (Parc National de Séna-oura) ;
* Plus spécifiquement, les communautés visées par l'étude sont les communautés frontalières entre le Cameroun et le Gabon (Ambam, Kye-Ossi, Abang-Minko, Mezo-Kyé, Bitam, Parc de Minkebe, Oyem) et les communautés frontalières entre le Cameroun et le Tchad (Lele, Pala, Binder, Gounou Gaya, Katoa, Fianga) ;
* Le contractant sera chargé d'élaborer l'étude finale avec les informations des domaines énumérés ci-dessus.
1. **Résultats tangibles et mesurables attendus / réalisations attendues (RÉSULTATS) / résultats et dates concrets**

|  |  |
| --- | --- |
| Calendrier  | Action |
| **RÉSULTAT A:** |
| 10 jours ouvrables 19 mai – 1er juin 2021 | * Effectuer des recherches dans les bureaux, collecter des données relatives aux trafics, aux groupes terroristes et autres organisations criminelles opérant dans les zones susmentionnées et à l'implication des communautés locales ;
* Produire un court rapport initial et détailler la méthodologie de la recherche.
 |
| **RÉSULTAT B:** |
| 25 jours ouvrables2 juin – 6 juillet 2021  | * Effectuer une mission sur le terrain dans les zones susmentionnées, s'entretenir avec les autorités gouvernementales compétentes pour s'assurer que les pays d'Afrique centrale s'approprient la recherche proposée et y adhèrent, afin d'avoir accès aux statistiques officielles et aux informations pertinentes des ministères compétents, ainsi qu'aux réponses en matière d'application de la loi et de justice pénale ;
* Mener une collecte de données et une recherche sur les modèles, les expériences et les événements de la traite des minerais dans ce domaine.
 |
| * Effectuer une collecte de données et des recherches sur la présence de groupes terroristes et d'organisations criminelles dans les zones concernées et sur leurs liens, avec les communautés locales et les jeunes.
* Effectuer une collecte de données et des recherches sur les organisations de la société civile des jeunes actifs dans les régions visées
 |

|  |  |
| --- | --- |
|  | * Collecter des données sur les réponses de la justice pénale ;
* Formuler des recommandations sur les mesures à prendre pour réduire/contrecarrer la traite des êtres humains et atténuer l'implication des communautés locales et des jeunes dans les réseaux criminels ;
* Produire des rapports de mission.
 |
| **RÉSULTAT C:****Rapport final**  |
| 10 jours ouvrables7 juillet -20 juillet 2021 | * Rédiger et finaliser une étude sur la dynamique et les acteurs impliqués, y compris les jeunes, dans le trafic illicite transfrontalier d'espèces sauvages, de ressources naturelles (minéraux et bois), de drogues, d'armes et de personnes et toute autre forme de trafic illicite.
 |

Les paiements seront effectués sous réserve de l’accomplissement et / ou de la soumission satisfaisante des produits / résultats. Les frais de mission (DSA) pour les résultats B et C seront mis à la disposition du contractant avant son départ, conformément aux règles des Nations unies.

|  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- |
| Résultat | Produit  | Jours ouvrables  | Date d’échéance | Pourcentage |
| A. | Recherches de bureau  | 10  | 1er juin 2021 | 25% |
| B. | Après le déroulement des missions | 25  | 7 juillet 2021 | 50% |
| C. | Après le déroulement des missions | 10 | 20 juillet 2021 | 25% |
| **Total** |  | **45** |  | **100%** |

1. **Indicateurs de performance du contractant**

Toutes les délivrables doivent satisfaire les standards du Coordinateur Régional de l’ONUDC à Libreville, Gabon, selon les critères suivants :

* La progression et l’accomplissement des missions sur le terrain et des travaux qui en résultent ; la pertinence des autorités et des parties prenantes avec lesquelles on s'engage ;
* La qualité des documents et des rapports ;
* La compétence technique.
1. **Compétences/expertise recherchées (formations requises, nombre d’années d’expérience pertinente, autres compétences ou connaissances requises)**
* Diplôme universitaire supérieur en relations internationales, droit, sciences politiques, économie, statistiques, administration publique, application de la loi ou dans un domaine connexe ;
* Une expérience professionnelle d'au moins 7 ans dans la recherche sur les questions d'application de la loi, la lutte contre la criminalité transnationale organisée, le trafic illicite et l'insécurité, et en particulier dans le domaine de l'impact environnemental de la criminalité est requise ;
* Un minimum de 3 ans d'expérience dans le domaine de la prévention de la criminalité, couvrant les questions de droit international et de droit pénal, ainsi que toutes les questions de justice pénale et de prévention de la criminalité est requis.
* Expérience professionnelle avec l’ONUDC ou d'autres entités du système des Nations unies impliquées dans les questions de criminalité transnationale organisée, et les mécanismes qui comprennent, entre autres, les conventions sur la lutte contre la criminalité transnationale organisée, la corruption, le terrorisme, le financement du terrorisme est requise ;
* Expérience professionnelle en Afrique centrale est souhaitable ;
* Maîtrise du français avec d'excellentes compétences rédactionnelles. La maîtrise de l'anglais est un avantage.

.

1. **Critères de sélection**

|  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| Diplôme universitaire supérieur en relations internationales, droit, sciences politiques, économie, statistiques, administration publique, application de la loi ou dans un domaine connexe  | Un minimum de 7 ans dans la recherche sur les questions d'application de la loi, la lutte contre la criminalité transnationale organisée, le trafic illicite et l'insécurité, et en particulier dans le domaine de l'impact environnemental de la criminalité est requise. | Toute expérience préalable dans le domaine la prévention de la criminalité, couvrant les questions de droit international et de droit pénal, ainsi que toutes les questions de justice pénale et de prévention de la criminalité est requis. | Une expérience avec l’ONUDC ou d'autres entités du système des Nations unies impliquées dans les questions de criminalité transnationale organisée, et les mécanismes qui comprennent, entre autres, les conventions sur la lutte contre la criminalité transnationale organisée, la corruption, le terrorisme, le financement du terrorisme est requise;Excellentes capacités en matière de rédaction et de communication | Pour ce poste, une parfaite maîtrise du français est exigée. La maîtrise de l'anglais est un avantage. | **Total**  |
| **20%** | **30%** | **25%** | **15%** | **10%** | **100%** |

La methode qui sera utilisée est celle du score combiné.

**5-Soumission**

Lors de la soumission de son offre, le consultant devra s’attacher à démontrer sa capacité technique et opérationnelle à conduire la mission dans le délai imparti.

Le consultant national devra soumettre un dossier comprenant

* Une copie du dernier diplôme ;
* Une lettre de motivation ;
* Un CV personnel, y compris l'expérience acquise dans le domaine recherché, etc. ;
* Un formulaire P11 des Nations Unies dûment rempli et au moins 3 personnes de référence avec leurs adresses mail téléchargeable

NB: Veuillez mettre tous les documents (CV,) en un seul fichier sous format PDF)

;